

TGV Est : mise en service repoussée à 2007

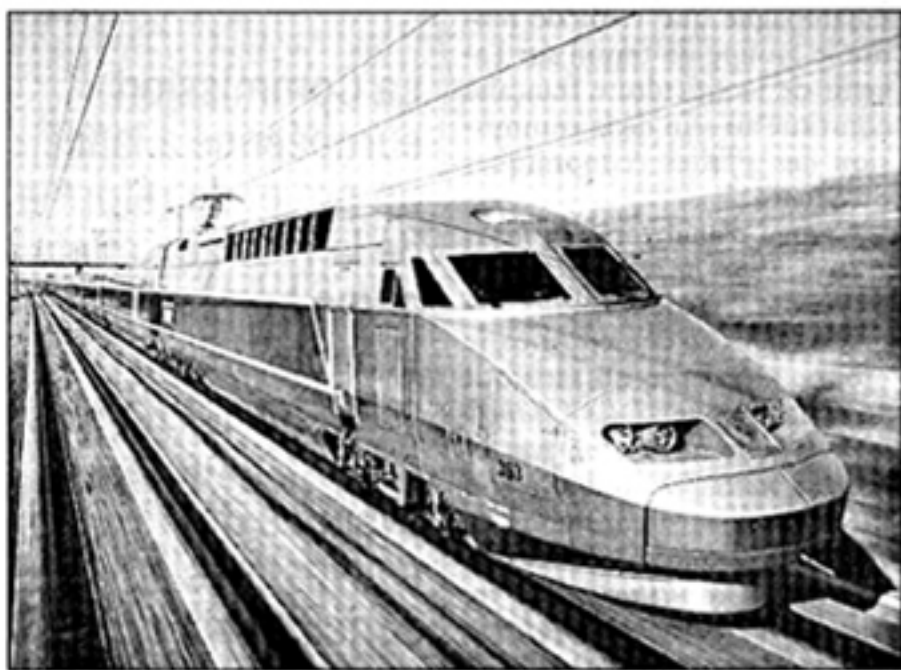
La mise en service du TGV Est, prévue en août 2006, sera retardée d'environ un an et entraînera un surcoût de quelque 10 % par rapport à l'estimation initiale, soit près de 300 millions d'euros, a annoncé hier le comité de pilotage réuni à Strasbourg.

« Ce délai supplémentaire résulte principalement d'une concertation prolongée sur l'insertion de la LGV (ligne à grande vitesse) dans son environnement, de problèmes géotechniques, ainsi que, actuellement, du caractère infructueux des appels d'offres de nouveaux lots de génie civil », a indiqué dans un communiqué le comité de pilotage, qui a réuni notamment des représentants de Réseau Ferré de France (RFF) et des collectivités locales.

« Nous avons découvert des terrains plus difficiles que prévu, notamment en Moselle, qui conduisent à des recherches d'optimisation technique sur le projet », a indiqué la direction des opérations de la LGV Est. En outre, les derniers appels d'offres se sont révélés plus coûteux de 10 à 20 % par rapport aux estimations initiales ce qui impose d'en relancer de nouveaux, a-t-elle ajouté.

Les difficultés ont été rencontrées sur la réalisation de la première phase de la LGV Est qui couvre une distance de 300 km entre Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne) et Baudrecourt (Moselle).

Ces difficultés « font prévoir des surcoûts d'environ 10 % de



Le TGV n'arrivera finalement pas avant 2007 dans notre région.

l'estimation initiale de 2,916 milliards d'euros (valeur 1997) pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Est européenne », a souligné le comité de pilotage.

L'estimation de 2,916 milliards était la somme prévue par RFF. Au total le budget initial, en incluant la participation de la SNCF, dont le coût du matériel roulant, s'élève à 3,9 milliards d'euros.

Le projet est co-financé par les collectivités locales, qui ont « regretté ce non-respect du calendrier », et compte également avec la participation de l'Union européenne et du Luxembourg.

Selon la convention signée entre l'Etat, la SNCF, RFF et les collectivités territoriales, « les surcoûts éventuels de la première phase sont à la charge de RFF », a rappelé le président de la Région Alsace,

Adrien Zeller fermement opposé à l'idée que les collectivités soient appelées à contribuer davantage

financièrement au TGV Est.

Durant la réunion du comité de pilotage, RFF a également annoncé que les grands travaux de terrassement et de construction des ouvrages prenaient de l'ampleur dans les départements de la Marne, de l'Aisne de la Seine-et-Marne et de la Meuse. Neuf marchés principaux de travaux de génie civil ont également été passés à ce jour portant sur plus de 60 % du linéaire de la ligne nouvelle.

La SNCF a pour sa part indiqué avoir engagé les études des gares nouvelles et les travaux préparatoires à la réalisation du nouvel atelier de maintenance des rames TGV à l'Ourcq (Seine-Saint-Denis).